

tendant à reprendre l'article traitant des échanges de logement (p. 8394); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant de la loi les paragraphes concernant les réquisitions [30 décembre 1950] (p. 9873); Art. 10 : Son amendement tendant à ne pas obliger le propriétaire qui démolit pour reconstruire à reloger les locataires expulsés (p. 9874); Art. 38 bis : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au cas des économiquement faibles (p. 9876); Art. 60 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la nullité des contrats contraires à la loi (p. 9876, 9877); Art. 64 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au prix limite (p. 9877); — du projet de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Article additionnel : Amendement de M. Péron tendant à suspendre l'effet des clauses résolutoires de bail à défaut de paiement [30 décembre 1950] (p. 9867, 9868); — du projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : Amendement de M. Leenhardt tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la publicité en cas de vente des biens grevés [5 janvier 1951] (p. 167, 168); — d'une proposition de loi relative à la revision de certaines rentes et pensions : Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement [1^{er} février 1951] (p. 612, 615); Discussion générale [13 mars 1951] (p. 1853, 1854); Art. 4 : Pensions aux victimes d'accidents du travail (p. 1857); Art. 7 : Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à accorder aux associations de rentiers viagers le droit d'agir en justice [14 mars 1951] (p. 1893); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à majorer le capital avec lequel le débirentier peut racheter le service de la rente (p. 1898); Amendement de M. Meck tendant à revaloriser les dépôts de garantie laissés par des salariés chez leur employeur (p. 1898); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 6 : Amendement de M. Hugonnier tendant à supprimer l'article énumérant les motifs pour lesquels le bailleur peut refuser le renouvellement du bail [6 février 1951] (p. 763); Art. 7 : Nouvelle rédaction du premier alinéa (p. 770, 771); — du projet de loi

portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1100 : Suppression de justices de paix (expulsion de locataires) [15 février 1951] (p. 1215); — du projet de loi portant prorogation de certaines dispositions du temps de guerre; Art. 3 : Amendement de M. Toujas tendant à supprimer l'article appliquant la loi en Algérie [28 février 1951] (p. 1700); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : Discussion générale [17 avril 1951] (p. 3382). — Est entendu pour une attribution de compétence (Proposition de loi relative au maintien dans les lieux des ouvriers agricoles) [28 avril 1951] (p. 4154). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ETATS ASSOCIÉS, Art. 3 : Renouvellement de baux en vue de la cession [21 mai 1951] (p. 5589); — du projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs déficients, amendé par le Conseil de la République : Absence du Rapporteur pour avis [21 mai 1951] (p. 5622); en qualité de Rapporteur pour avis (p. 5624); Art. 2 : Amendement de Mme Lempereur tendant à supprimer l'interdiction absolue d'exercer dans ces établissements pour les condamnés de droit commun (p. 5625); Art. 13 : Son amendement tendant à considérer le personnel en fonction comme possédant les titres prévus (p. 5629); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux et au prix des loyers dans les départements d'outre-mer, en qualité de Rapporteur [21 mai 1951] (p. 5625); — d'une proposition de loi relative à la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail, amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [22 mai 1951] (p. 5705); — du projet de loi relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [22 mai 1951] (p. 5706).

DOUALA MANGA BELL (M. Alexandre),
Député du Cameroun (Collège des autochtones, 2^e circonscription).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [11 mars 1947] (p. 796), 18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pen-

sions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements : Art. 3 *ter* : *Amendement de M. Halbout tendant à réserver le paiement par titres pour les éléments d'exploitation (Dommages de guerre en Afrique)* [9 mars 1949] (p. 1451) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1522) ; — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1674) ; — d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le nouveau statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3140) ; — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [21 juin 1949] (p. 3582) ; — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre les membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4424) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; Art. 109 : *Son sous amendement tendant à prendre l'avis de l'Assemblée représentative locale* [17 mars 1951] (p. 2137).

DOUTEAU (Mme Isabelle), Député de la Vienne.

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 89). = Est nommée membre : de la Commission du ravitaillement [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommée juré à la Haute-Cour de Justice (loi du 27 décembre 1945) [25 novembre 1947] (p. 5131).

Dépôt :

Le 1^{er} juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

rétablir les régimes de suralimentation en faveur des tuberculeux, n° 4806.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 : Etat I, PRÉSIDENTE DU CONSEIL : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6357) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 359 : *Matériel d'hygiène scolaire* [4 août 1948] (p. 5313, 5314) ; Chap. 366-1 : *Frais de stage des écoles d'éducation physique* (p. 5316) ; Chap. 367 : *Matériel d'éducation physique* (p. 5316) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et social ; Art. 3 : *Amendement de M. Arthaud tendant à supprimer le 5^e alinéa* [10 août 1948] (p. 5641, 5642) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 1^{er} : *Attributions de lait par le ravitaillement* [15 février 1949] (p. 573) ; — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes ; Art. 4 : *Son amendement tendant à encourager par une prime les invalides qui travaillent* [19 juillet 1949] (p. 4766). — Dépose une demande d'interpellation sur le refus de rétablir le trafic voyageurs par autorail sur les lignes Etoile du Blanc [21 juillet 1949] (p. 4987). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 13 G : *Amendement de M. Garcia tendant à élargir la définition des personnes à charge* [23 juillet 1949] (p. 5183) ; — du projet de loi relatif à la fête des mères ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à solliciter le concours de toutes les associations familiales* [16 mai 1950] (p. 3694) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1150 : *Personnel auxiliaire (révocation du cuisinier Chicau)* [12 juin 1950] (p. 4613) ; Chap. 3250 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'échange de personnel médical en vertu du traité de Bruxelles* (p. 4616, 4617) ; Chap. 4130 : *Assistance médicale gratuite* (p. 4622) ; Chap. 4230 : *Assistance pour femmes en couches* (p. 4630, 4631) ; — d'une proposition de loi relative à la liaison et à la coordination des services sociaux, amendée par le Conseil de la République (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [19 juillet